

ARCELORMITTAL EL-HADJAR

Vers une grève générale illimitée

«Si aucun terrain d'entente n'est trouvé au bout des cinq premiers jours des négociations avec la direction de l'entreprise, nous irons à une grève générale illimitée à partir du 6 juillet prochain», a menacé le président de la commission de négociations, Smaïl Kouadria, dans un point de presse tenu hier, à l'issue d'un meeting auquel ont assisté près de 2 000 travailleurs du complexe ArcelorMittal d'El-Hadjar.

La composante de cette commission, décidée par la Centrale syndicale et installée par le responsable de l'organique de l'union de wilaya UGTA de Annaba, entamera ces négociations avec le partenaire étranger le 1^{er} juillet prochain.

«Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout de notre action pour l'aboutissement de nos

revendications socioprofessionnelles, principalement dans leur volet salarial», a clamé Kouadria, estimant que l'entreprise a toujours été bénéficiaire, même si des bénéfices ont été moindres pour l'exercice 2008, en raison des effets de la crise économique mondiale. Il fera part d'échos faisant état d'instructions parvenues du Luxembourg, siège du

groupe ArcelorMittal, bloquant toutes négociations salariales à travers ses différentes unités implantées dans le monde.

«Contrairement aux autres unités du groupe, le complexe d'El-Hadjar a, au départ, un gain de 150 dollars de bénéfice par tonne d'acier produite, au vu des avantages qui lui sont accordés par l'Etat», dira Kouadria, relevant aussi, à ce propos, «les gains réalisés dans la rationalisation des dépenses variables, à l'exemple de l'énergie, de l'eau, du coke et des huiles».

Les dépenses ont, ainsi, été ramenées de 18 à 10 millions de dollars,

selon l'intervenant. «Il y a, également, le manque à gagner dont a souffert l'entreprise, matérialisé par les vols, les détournements, la corruption et les passe-droit, dont les préjudices causés à l'entreprise par les affaires de déchets ferreux, notamment celle de la Grand Smithy Works (société indienne de droit algérien, NDLR), ces dernières années, pour un montant de plusieurs milliards de dinars.

Tout cet argent, récupéré aujourd'hui, doit bénéficier aux travailleurs. C'est pourquoi, nous demandons des augmentations de salaire d'au moins 18%», tient à préciser Kouadria, qui est égale-

ment porte-parole des travailleurs.

Son groupe avait remporté haut la main, en fin de semaine écoulée, la bataille du renouvellement des représentants du Comité de participation (CP), lors d'élections qualifiées par de nombreux travailleurs, que nous avons rencontrés hier au complexe, de «démocratiques, propres et transparentes».

Pour preuve, ils citent le nombre de candidats (639 pour 110 sièges) et leur jeunesse.

Cette première victoire sur l'autre groupe, mené par le député et ex-secrétaire général du syndicat de l'entreprise, Aïssa Menadi, risque fort de se

reproduire lors des prochaines consultations pour le renouvellement des sections syndicales, prévues le 20 juillet prochain.

La commission électorale constituée pour ce renouvellement a été installée le même jour par le représentant de l'union de wilaya UGTA de Annaba.

A noter que ces décisions de la Centrale syndicale (installation de la commission de négociations et de celles du renouvellement du CP et des sections syndicales) font suite à la revendication des 5 242 travailleurs ayant paraphé une pétition dans ce sens.

A. Bouacha

PROCÈS DE L'AFFAIRE DES CADRES D'ALGÉRIE POSTE

La partie civile innocente ses cadres

La direction générale d'Algérie Poste s'est positionnée en faveur de cinq de ses cadres poursuivis en justice pour «dilapidation de deniers publics». Le procès, qui s'est tenu durant deux jours au niveau du tribunal correctionnel de Sidi-M'hamed, a pris fin hier tard dans la soirée. L'affaire a été mise en délibéré sous huitaine.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Contrairement aux autres affaires où la partie civile est du côté de l'accusation, le procès de cinq cadres d'Algérie Poste a connu dès son ouverture une tournure importante.

L'employeur, en l'occurrence Algérie Poste, a plaidé la non-culpabilité des cinq personnes mises en cause dans cette affaire. Il s'agit de l'ex-directeur des moyens généraux, de l'ex-directeur des finances et de la comptabilité, de deux receveurs et d'un autre chef de service.

L'audition de l'ex-directrice générale d'Algérie Poste, Mlle Houadria, a donné au procès une autre tournure. A la tête d'Algérie Poste depuis cinq années, l'ex-directrice générale n'y est pas allée par trente-six chemins pour

indiquer au président du tribunal correctionnel que «l'entreprise Algérie Poste n'a subi aucun préjudice, contrairement à ce qui a été dit çà et là». Celle qui est pressentie comme future ministre lors du prochain remaniement a répondu, durant près d'une heure, aux questions posées tant par le président du tribunal et les avocats de la défense.

Pour Mlle Houadria, «les opérations effectuées et pour lesquelles sont poursuivis les cadres d'Algérie Poste n'ont causé aucun préjudice à l'entreprise». Les propos tenus par l'ex-directrice sont, d'ailleurs, confortés par le rapport d'expertise élaboré à la demande du juge d'instruction et par les deux audits internes effectués par l'employeur.

Des arguments avancés par les mis en cause dans cette affaire qui ont crié haut et fort leur innocence. «Nous sommes victimes de règlements de compte. Nous n'avons jamais outrepassé nos prérogatives ou piétiné la réglementation régissant notre entreprise», a soutenu l'ex-DFC.

Les deux receveurs des agences postales de Hydra et de Birkhadem ont indiqué pour leur part : «Nous sommes innocents et loin d'être des personnes de mauvaise foi qui porteraient atteinte à l'honneur de leur famille, de leur entreprise ou de leur pays». Toutefois, à la grande surprise de la défense, le représentant du ministère public a qualifié les demandes des robes noires «d'infondées» et ne se «basant sur aucun argument juridique ou de preuves confortant les propos de l'accusation». L'avocate générale, M^{me} Rachedi, a requis des peines allant de 15 à 5 années de prison ferme.

Pour rappel, les mis en cause dans cette affaire sont poursuivis

pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment pour faux et usage de faux et dilapidation de deniers publics.

Pour leur part, les avocats de la défense, au nombre d'une vingtaine, ont tous demandé la relaxe. Les plaidoiries magistrales des avocats Ould-Hocine Nora, Maâchou et Benissad Noureddine ont permis au président du tribunal de situer l'enjeu de cette affaire.

Il est à noter que M. Hadj Mouhoub Kamel, président du tribunal, a été, de l'avis des avocats, à la hauteur de l'événement. En effet, il a suivi de près le déroulement du procès tout en prenant note de toutes les informations pouvant faire la lumière sur cette affaire.

M^{re} Ould-Hocine, défendant un cadre de l'entreprise, M. Zemirli, a mis à nu l'ordonnance de renvoi de la chambre d'accusation qui «n'a fait que résumer les différents P-V et autres documents d'audition». Mieux, l'avocate a pointé du doigt le juge instructeur

qui «n'a point clarifié son accusation». Elle avancera que ce même magistrat est contredit par le rapport d'expertise qui n'a relevé aucune anomalie ni préjudice subi par Algérie Poste.

La plaidoirie de M^{re} Ould-Hocine, très suivie par l'assistance, a été confortée par celles des avocats Benissad et Maâchou. Ces derniers ont soutenu l'idée qu'«il n'y a pas eu de dépôt de plainte et que la partie civile n'a subi aucun préjudice».

«L'instruction a été menée à charge et les mêmes groupes d'intérêt qui étaient à l'origine de la lettre anonyme ayant abouti à cette situation ont de nouveau récidivé en manipulant l'opinion publique sur un soi-disant détournement fictif de 1 300 milliards», a soutenu M^{re} Benissad, qui conclut que «d'un côté la chancellerie pose le problème de la surpopulation carcérale et de l'autre l'accusation a requis des peines très lourdes et non justifiées».

A. B.

ENVENIMENTS SCORPIONIQUES

50 000 cas enregistrés par an

L'été est une période propice aux intoxications alimentaires et enveniments scorpioniques.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - «L'enveniment scorpionique est un problème majeur de santé publique», a souligné M. Ahmed Ouahdi, directeur de la prévention au ministère de la Santé.

Ce dernier estime que le nombre de piqûres qui est de 50 000 cas par an, avec une moyenne de décès comprise entre 70 et 100 cas, dont 65 % chez les enfants, doit attirer l'attention sur l'importance de la lutte contre l'enveniment. Le coût de la prise

en charge de ces 50 000 cas de piqûres s'élève à 90 000 000 DA. On notera que 65% des piqûres sont des cas simples, 2,5% des cas modérés tandis que 2,5% des cas présentent des problèmes graves.

Les cas les plus sévères nécessitent une hospitalisation dans un service de réanimation, avec trois jours de soins intensifs, d'où «un coût socio-sanitaire élevé de la prise en charge thérapeutique et de la réanimation», soutient le directeur de la

prévention. Contrairement aux idées reçues, les risques d'enveniment scorpionique ne se limitent pas à la région sud du pays, et les wilayas les plus touchées sont celles des Hauts Plateaux, avec une extension sensible vers les wilayas du Nord.

Plus de 28 wilayas sont ainsi touchées. Biskra, El-Oued, M'sila, Ouargla, Adrar et Djelfa comptent, à elles seules, plus de 4 000 cas de piqûres par an. Les facteurs contribuant à son augmentation sont la rurbanisation, le manque d'hygiène, les bidonvilles favorisant la

prolifération des gîtes de scorpions. Dans le souci de contenir cette prolifération de l'enveniment scorpionique, la direction de la prévention promeut le ramassage utile des scorpions, permettant la fabrication de sérum.

Le ministère de la Santé insiste, par ailleurs, sur le rôle de la sensibilisation dans la prévention. Electrification, goudronnage, ramassage des ordures ménagères, lutte contre l'habitat précaire... permettent de réduire l'enveniment scorpionique.

A cela s'ajoute le respect de la réglementation

en matière d'urbanisation. D^r A. Ouahdi met en garde contre certains gestes pouvant être néfastes à la personne «piquée».

Ainsi, succion ou pose de pierre noire, pose de poches de glace ou de gaze pour refroidissement et désinfection, antibiothérapie s'il n'y a pas de complications infectieuses, infiltrations d'analgésiques, contention du membre atteint ou administration de sérum antitétanique sont des gestes dangereux à bannir.

Le directeur de la santé insiste également sur la dangerosité de la pose de

garrot sur la partie piquée. Cela peut conduire à l'ischémie et la scarification. En cas de piqûre, «ne jamais perdre de temps et se diriger le plus rapidement possible vers la structure de santé la plus proche».

Plus de 62 % des cas d'intoxication alimentaire collective sont enregistrés dans les salles des fêtes et autres restaurants qui échappent au contrôle des agents du commerce. Le premier aliment incriminé est l'œuf, qui vient en seconde position après «le couscous».

W. Z